

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 68.700 du 7 octobre 1997

A. 72.387/XI-2949
(anciennement VI-13.625)

En cause : **KIEFFER** Sébastien,
avenue des Mille Mètres 92
1150 Woluwe-Saint-Pierre,

contre :

La Communauté française, représentée
par son gouvernement.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 novembre 1996 par Sébastien KIEFFER, qui demande l'annulation de la décision prise le 17 septembre 1996 par le jury restreint de la première année de graduat en architecture des jardins et du paysage, organisé par l'Institut Supérieur Industriel (I.S.I);

Vu le mémoire en réponse notifié le 15 avril 1997;

Vu le rapport de M. HENSENNE, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 14bis du règlement de procédure;

Vu l'ordonnance du 5 septembre 1997, notifiée aux parties, ordonnant le dépôt de ce rapport et convoquant celles-ci à comparaître le 23 septembre 1997;

Entendu, en son rapport, Mme WILLOT-THOMAS, président de chambre;

Entendu, en ses observations, Me WERA, avocat,
comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. HENSENNE, audi-
teur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le
Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas
déposé de mémoire en réplique dans le délai imparti; que
conformément à l'article 21, alinéa 2, des lois coordon-
nées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater
l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 4.000 francs,
sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles en audience publique,
le sept octobre 1900 nonante-sept par :

Mme WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Mme VANDERPERE,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président,

V. VANDERPERE.

M.-L. WILLOT-THOMAS.